

Les comptes de la Nation en 2008

Un fort ralentissement de l'activité

Antonin Aviat, Guillaume Houriez, Ronan Mahieu,
département des Comptes nationaux, Insee

En 2008, le produit intérieur brut progresse de 0,4 % en moyenne annuelle, après +2,3 % en 2007 et +2,2 % en 2006. Corrigée du nombre de jours ouvrables, la croissance est minorée de 0,1 point, à +0,3 %. L'activité recule à compter du printemps et ce recul s'accroît à l'automne. La faiblesse de l'activité est principalement due à la forte décélération de la demande intérieure : la consommation croît plus faiblement et l'investissement marque le pas ; la croissance est aussi pénalisée par un mouvement de déstockage, particulièrement prononcé en fin d'année. Les échanges extérieurs sont également affectés : les exportations cessent de croître, et le ralentissement des importations est plus prononcé encore. Le pouvoir d'achat des ménages ralentit fortement et leur taux d'épargne se replie un peu. Le taux de marge des sociétés non financières baisse. L'activité des sociétés financières stagne.

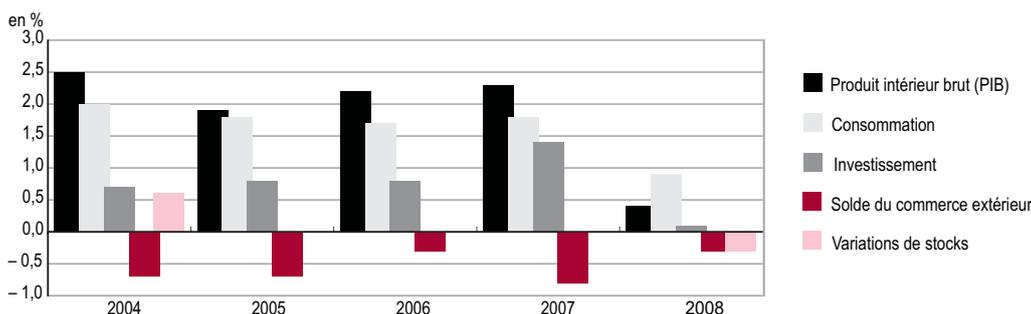
En 2008, en données brutes, l'économie française croît de 0,4 %, après +2,3 % en 2007. L'activité recule à compter du printemps et ce recul s'accroît à l'automne. La décélération de l'activité est générale. La production manufacturière se contracte de 1,6 %, alors qu'elle avait crû à un rythme solide les quatre années précédentes

(+2,0 % en moyenne sur 2004-2007). La production de biens d'équipement progresse (+4,2 % après +2,5 %), mais les productions de biens intermédiaires (-3,1 % après +1,3 %) et surtout d'automobiles (-9,3 % après +5,8 %) chutent. En outre, la filière agricole (agriculture et industrie agroalimentaire) ralentit (+0,7 % après +1,5 %). En revanche, la production énergétique échappe à la morosité générale (+2,2 % après -0,4 %). L'activité dans la construction ralentit brutalement (+0,2 % après +5,4 %). Enfin, la production de services (+1,3 % après +3,3 %) affiche sa plus faible progression depuis 1994, freinée en particulier par les transports (+0,4 % après +3,9 %) et par les services aux particuliers (+0,5 % après +2,2 %).

Ralentissement de la consommation des ménages

Les dépenses de consommation des ménages ne progressent que de +1,0 % en 2008 (après +2,4 % en 2007). Au cours des dix dernières années, elles avaient toujours progressé de plus de 2 % par an. Après une année 2007 particulièrement dynamique (+4,9 %), les achats de produits manufacturés diminuent de 0,6 %. Malgré une progression modérée du nombre de nouvelles immatriculations, les ventes d'automobiles en volume se replient (-3,1 % après +3,6 %) : les achats se reportent vers des véhicules de plus faible cylindrée, sous l'effet notamment de l'instauration en début d'année du bonus-malus écologique. Dans un contexte de forte progression de leurs prix au premier

Contributions à la croissance du PIB en volume



Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

semestre 2008, les dépenses en produits alimentaires stagnent (-0,1 % après +1,2 %). La consommation énergétique, après trois années de baisse, augmente peu (+0,6 %), bien que l'hiver et l'automne aient été plus froids que l'année précédente. Les dépenses de consommation des ménages en services décèlent nettement (+1,3 % contre +2,3 %) : la consommation de services aux particuliers stagne (0,0 % après +2,1 %) et les dépenses en services de télécommunications ralentissent.

L'investissement marque le pas et les entreprises déstockent massivement en fin d'année

Après une vive progression en 2007 (+6,5 %), l'investissement n'augmente que de +0,6 % en 2008. L'investissement des entreprises non financières progresse encore, mais à un rythme nettement plus faible qu'en 2007 (+2,6 % après +8,7 %), tant en produits manufacturés (+1,9 % après +9,9 %) qu'en construction (+3,7 % après +9,0 %).

L'investissement des administrations publiques se contracte (-4,4 %) après une année 2007 dynamique (+4,5 %), ce qui est souvent le cas au lendemain d'élections locales. Pour la première fois depuis 1993, l'investissement des ménages, constitué pour l'essentiel d'achats de logements neufs et de travaux d'entretien, diminue (-1,4 % après +5,5 %).

Par ailleurs, les entreprises non agricoles déstockent, ce qui contribue négativement

pour 0,3 point à la croissance (après une contribution nulle en 2007). Ce déstockage est concentré et massif en fin d'année. L'aggravation de la crise financière à l'automne a en effet poussé les entreprises à limiter au maximum leurs besoins de trésorerie alors que, de surcroît, leurs anticipations de demande se dégradent. En outre, alors que la progression des prix des matières premières pouvait encore soutenir en début d'année certaines reconstitutions de stocks en amont de la chaîne de production, ces prix ont baissé par la suite.

Les échanges extérieurs pèsent encore sur l'activité

En 2008, les échanges extérieurs ralentissent fortement et le commerce extérieur ampute la croissance française de 0,3 point (contre 0,8 point en 2007). Les exportations en volume diminuent (-0,2 % après +2,6 %), et les importations ne progressent plus que légèrement (+0,8 % après +5,4 %).

Les exportations de biens stagnent (+0,2 % après +2,1 %). Si la filière agricole tire son épingle du jeu (+4,9 % après +0,7 %), les exportations manufacturières diminuent (-1,5 % après +2,5 %) en raison de la chute des exportations d'automobiles et de biens d'équipement. En revanche, les exportations énergétiques repartent tandis que les exportations de services, bien qu'en décélération (+2,6 % après +4,2 %) continuent de progresser.

Le ralentissement des importations est particulièrement marqué dans le secteur

manufacturier avec l'évolution la plus faible en volume depuis 1993 (-0,1 % après +7,4 %) ; il concerne l'ensemble des produits. En revanche, les importations de la filière agricole continuent de progresser à un rythme soutenu (+5,6 % après +4,8 %) tandis que les importations énergétiques en volume rebondissent (+6,2 % après -3,0 %). Les importations de services diminuent très nettement (-2,9 % après +3,0 %).

En valeur, le solde extérieur se creuse plus fortement encore qu'en 2007 et atteint -48,2 milliards d'euros, soit 2,5 points de PIB, un ratio que l'on n'avait plus connu depuis 1982. La détérioration provient exclusivement des biens, le solde des services se redressant nettement.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit

En 2008, le revenu disponible des ménages (RDB) augmente de 3,4 %, après

1. Révisions du PIB en volume

La publication des comptes provisoires de l'année 2008 s'accompagne d'une révision des données publiées par l'Insee l'an passé pour les années 2006 et 2007 (publication des comptes de la Nation du 15 mai 2008). La croissance du PIB en volume est ainsi revue en hausse de 0,1 point sur 2007, à +2,3 % (comptes semi-définitifs) et elle est inchangée à +2,2 % sur 2006 (comptes définitifs). Les chiffres corrigés des jours ouvrables sont de +2,3 % sur 2007 et +2,4 % sur 2006.

En ce qui concerne 2008, la présente publication fournit la première évaluation de la croissance annuelle brute, à 0,4 %. Une première estimation, à +0,7 %, avait été annoncée le 13 février 2009 à l'occasion de la publication des comptes trimestriels pour le quatrième trimestre de 2008. Méthodologiquement, cette estimation était corrigée de l'effet des jours ouvrables, correction qui joue pour 0,1 point à la baisse sur l'activité. Par conséquent, à concepts comparables, la croissance du PIB est revue de 0,4 point à la baisse pour 2008 à l'occasion de la présente publication des comptes annuels provisoires. Cette révision est imputable pour l'essentiel à la consommation des ménages et des administrations publiques.

Une note consultable sur le site internet de l'Insee détaille l'ensemble des révisions intervenues sur les comptes 2006, 2007, 2008 et en précise l'origine en termes de sources d'information.

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2008		
	2006	2007	2008	Prix évolution (en %)	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB
Produit intérieur brut (PIB)	2,2	2,3	0,4	2,5	1 950,1	0,4
Importations	5,6	5,4	0,8	4,0	563,8	-0,2
Total des emplois finals	2,9	3,0	0,5	2,7	2 513,9	0,7
Consommation effective des ménages dont : dépense de consommation	2,2	2,3	1,1	2,6	1 409,6	0,8
- des ménages	2,4	2,4	1,0	2,8	1 086,8	0,5
- individualisable des administrations	1,4	1,6	1,6	1,9	295,5	0,2
Consommation collective des administrations publiques	1,1	1,4	0,5	2,5	156,1	0,0
Formation brute de capital fixe dont :	4,1	6,5	0,6	3,9	427,2	0,1
- entreprises non financières	4,2	8,7	2,6	2,8	224,6	0,3
- ménages	6,4	5,5	-1,4	5,5	120,9	-0,1
- administrations publiques	-2,7	4,5	-4,4	4,8	62,4	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,0	0,0	-0,3	///	5,3	-0,3
Exportations	4,8	2,6	-0,2	2,9	515,6	-0,1

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

+ 5,2 % en 2007. Compte tenu de l'accélération du prix des dépenses de consommation des ménages (+ 2,8 % après + 2,1 %), le pouvoir d'achat du RDB ralentit fortement à + 0,6 %, après + 3,1 % en 2007. Le revenu « arbitrage » des ménages (*définitions*) progresse moins vite que le RDB (+ 2,7 %), les dépenses de consommation « pré-engagées » s'accroissant en valeur plus rapidement. En termes réels, le revenu arbitrage stagne (- 0,1 %) après une progression de 3,8 % en 2007.

L'évolution du pouvoir d'achat est relative à l'ensemble des ménages. Corrigée du dynamisme démographique, elle se traduit, en moyenne au niveau individuel, par une stagnation du pouvoir d'achat (après + 2,4 % en 2007) et un recul de 0,7 % du revenu réel arbitrage en 2008 (après + 3,1 % en 2007).

Trois éléments expliquent pour l'essentiel le ralentissement du RDB des ménages : les revenus nets d'activité (pour - 0,7 point), les revenus du patrimoine (pour - 0,6 point) et les impôts (pour - 0,4 point).

En 2008, la masse salariale brute décline (+ 3,2 % après + 4,4 % en 2007) essentiellement en raison de la moindre croissance de l'emploi salarié (+ 0,5 % après + 1,4 % en 2007), le salaire moyen par tête se maintenant quasiment au même rythme (+ 2,7 % contre + 2,9 % en 2007). En revanche, les exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires (loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite loi TEPA) atténuent le ralentissement des revenus d'activité nets perçus par les ménages.

Les loyers (réels ou imputés) perçus par les ménages propriétaires déclinèrent (+ 3,3 % en 2008 après + 5,9 % en 2007) car les prix du marché immobilier se sont stabilisés. De même, les revenus de la propriété (intérêts et dividendes reçus, nets des intérêts versés) sont moins dynamiques en 2008, notamment sous l'effet du ralentissement des revenus de l'assurance-vie.

Enfin, le total des impôts sur le revenu et le patrimoine (IRPP, CSG, CRDS, ISF...) payés par les ménages progresse plus rapidement (+ 4,6 % en 2008, après + 1,3 %). C'est le contrecoup de la baisse de l'IRPP de l'année précédente, avec la refonte du barème votée dans le cadre de la loi de finances 2007.

2 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble (comptes base 2000)

à prix courants, en milliards d'euros ou le cas échéant, en %

	Évolution en % (sauf italiennes)			Niveau
	2006	2007	2008	2008
Produit intérieur brut, dont :	4,7	4,9	2,9	1 950,1
Valeur ajoutée au prix de base	4,3	5,1	3,2	1 752,4
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits (1)	7,7	2,7	0,2	197,7
Valeur ajoutée brute par secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	4,2	5,0	3,0	1 218,2
Sociétés non financières	4,4	5,4	3,1	992,1
Entreprises individuelles	1,7	4,5	3,9	146,3
Sociétés financières	6,2	1,1	0,1	79,7
Valeur ajoutée des administrations publiques	3,1	3,7	3,0	304,4
Éléments du partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	4,8	4,3	3,3	719,0
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	4,9	6,0	2,6	458,8
Rémunération des salariés des administrations	2,8	3,1	2,4	247,7
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	5,3	7,4	2,2	310,3
Revenus de la propriété nets versés	-3,9	2,8	15,2	104,7
Épargne brute	4,7	10,9	-6,6	130,4
Formation brute de capital fixe	7,8	11,5	5,9	211,8
Variation des stocks	1,1	2,2	-5,6	2,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-5,0	-2,4	-14,5	-71,3
Taux de marge (2)	0,3	0,6	-0,3	31,3
Taux d'autofinancement (3)	-2,1	-0,4	-8,2	61,6
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	6,4	-4,3	-0,1	25,5
Formation brute de capital fixe	22,4	-5,4	10,2	16,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-5,2	-0,5	6,3	13,8
Ménages (y compris entreprises individuelles)				
Excédent brut d'exploitation (4)	6,8	8,2	4,3	170,1
Revenu mixte	4,1	5,1	4,1	128,4
Salaires bruts reçus	4,4	4,4	3,2	749,7
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature (5)	4,1	3,6	3,5	377,8
Revenus de la propriété nets reçus	5,4	3,9	3,2	127,7
Impôts courants et cotisations effectives à la charge des ménages	4,6	2,1	3,5	292,8
Revenu disponible brut	4,7	5,2	3,4	1 283,2
Dépense de consommation finale	4,5	4,5	3,8	1 086,8
Épargne brute	6,0	8,7	1,7	196,3
Formation brute de capital fixe	11,5	9,4	3,5	133,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-0,7	3,3	-0,7	58,2
Taux d'épargne (6)	0,2	0,5	-0,3	15,3
Taux d'épargne financière (7)	-0,3	0,0	-0,2	4,5
Administrations publiques				
Total des impôts	5,6	3,1	1,6	518,9
Cotisations sociales effectives	5,5	3,6	2,6	314,9
Prestations sociales et autres transferts sociaux en nature versés	4,0	3,7	3,6	637,6
Dépense de consommation collective (8)	3,0	3,0	3,0	156,1
Subventions et aides à l'investissement versées	2,2	8,8	1,0	59,4
Formation brute de capital fixe	1,5	7,8	0,2	62,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	9,2	-9,8	-14,6	-66,2
État	3,9	8,6	-14,7	-54,4
Organismes divers d'administration centrale	3,4	-14,3	1,5	-2,3
Administrations publiques locales	0,2	-4,6	-0,9	-8,6
Administrations de sécurité sociale (y c. hôpitaux)	1,8	0,6	-0,6	-0,9
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	8,5	3,6	2,7	412,6
Importations de biens (FAB)	9,5	6,2	5,7	465,7
Exportations de services - importations de services	-3,1	-0,2	1,4	4,9
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	6,9	3,0	-9,9	-16,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	-1,7	-8,9	-22,8	-64,2

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Épargne brute / formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. des loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RMI).

(6) Épargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

(8) La dépense de consommation collective des administrations publiques correspond au financement courant de biens ou services pour la collectivité tels que la défense, la justice ou l'administration.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000.

Les ménages ont diminué légèrement leur taux d'épargne, amortissant ainsi l'impact sur leur consommation du ralentissement de leur pouvoir d'achat. Leur taux d'épargne s'établit ainsi à 15,3 %, en recul de 0,3 point par rapport à 2007. Leur épargne financière est toutefois restée comparable à celle de 2007 : leurs achats de logements ralentissent et les droits de succession qu'ils acquittent diminuent suite au vote de la loi TEPA.

Le taux d'autofinancement des sociétés non financières baisse fortement

En 2008, la valeur ajoutée des sociétés non financières (SNF) progresse moins vite que la rémunération des salariés (+ 3,1 % contre + 3,6 %). De ce fait, l'excédent brut d'exploitation dégagé par les SNF ralentit nettement (+ 2,2 % après + 7,4 %) et leur taux de marge diminue de 0,3 point, pour s'établir à 31,3 % en 2008. Cette diminution est nettement plus marquée en glissement annuel, ce qui atteste de la violence du retournement conjoncturel en cours d'année.

Dans le même temps, les dividendes que versent les SNF continuent de progresser car ils sont assis sur les bons résultats de l'année précédente. Il en est de même des intérêts qu'elles payent sur leurs emprunts, dans un contexte de hausse des primes de risque. Au total, l'épargne des entreprises recule nettement (- 6,6 %) après une forte progression en 2007 (+ 10,9 %).

Par ailleurs, l'investissement des sociétés non financières ralentit (+ 5,9 % en valeur, après + 11,5 %), mais reste à un rythme plus élevé que celui de la valeur ajoutée, portant leur taux d'investissement à son plus haut niveau depuis 1974 (21,3 %).

En raison du recul de l'épargne et de la progression de l'investissement, le taux d'autofinancement diminue d'un peu plus de 8 points, à 61,6 %.

2. Rétopolation des comptes trimestriels

À l'occasion de la publication des comptes provisoires de 2008 sont diffusés les résultats d'une rétopolation des comptes trimestriels depuis 1949 (jusqu'à présent, seuls les comptes annuels remontaient à 1949, les séries des comptes trimestriels débutant pour leur part en 1978). Les séries rétopolées sont consultables sur le site internet de l'Insee. Elles livrent une description fine de l'évolution de la conjoncture économique passée. Elles permettent par exemple de comparer la forte contraction du PIB au dernier trimestre 2008 (- 1,5 %) aux précédents retournements conjoncturels. Des baisses aussi fortes n'ont été observées qu'à deux reprises au cours des soixante dernières années : au deuxième trimestre de 1968 (- 5,2 % en raison de la grève générale de mai) et au quatrième trimestre de 1974 (- 1,8 %, au moment du premier choc pétrolier).

L'activité des sociétés financières stagne

La valeur ajoutée des sociétés financières stagne en 2008 (+ 0,1 %), alors qu'elle avait déjà nettement décéléré en 2007 (+ 1,1 % contre + 6,2 % en 2006).

Le repli de la valeur ajoutée des banques (- 0,4 % après + 2,8 %) s'explique par le net ralentissement des services qu'elles facturent (+ 0,3 %, après deux années de vive croissance à + 11 % et + 14 %), qui n'est pas compensé par la progression modérée des services d'intermédiation financière. Ce repli peut sembler très limité en comparaison des résultats très dégradés des banques en 2008. Ceci tient au fait que la mesure de l'activité bancaire par la comptabilité nationale n'intègre ni les gains ni, en l'occurrence, les pertes de valeur de leurs actifs financiers.

L'activité des sociétés d'assurance est quasi stable en 2008 (+ 0,2 % après - 7,4 % en 2007). L'assurance-vie s'est repliée à nouveau (- 5,2 % après - 2,7 % en 2007). Les ménages se

détournent en effet de cette forme d'épargne lorsque les marchés financiers sont en forte baisse et, par ailleurs, la rémunération du livret A est en forte hausse. Ce recul de l'assurance-vie a toutefois été compensé par la progression des autres activités d'assurance.

Les finances publiques se dégradent

En 2008, le déficit public passe de 2,7 % du PIB en 2007 à 3,4 % en 2008. La dette des administrations publiques au sens de Maastricht atteint 68,1 % du PIB, après 63,8 % fin 2007 (pour plus de détails sur les comptes des administrations publiques, cf. *bibliographie*).

Définitions

Le **revenu « arbitral »** des ménages est égal à la différence entre leur revenu disponible brut et les dépenses de consommation « pré-engagées ».

Les **dépenses « pré-engagées »** sont les dépenses supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Elles comprennent les dépenses liées au logement, les services de télécommunication, les frais de cantine, les services de télévision, les assurances (hors assurance-vie) et les services financiers.

Bibliographie

« Les comptes des administrations publiques en 2008 », *Insee Première* n° 1237, mai 2009.

« Les comptes financiers de la Nation en 2008 », *Insee Première* n° 1239, mai 2009.

« La consommation des ménages en 2008 », *Insee Première*, à paraître en juin 2009.

« Les comptes de la Nation en 2007 », *Insee Première* n° 1189, mai 2008.

Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr

« L'économie française », Rapport sur les comptes de la Nation, *Insee Références*, édition 2009, consultable en juin 2009 sur www.insee.fr, à paraître en juillet 2009.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/liste-abonnements.htm>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2009

Abonnement annuel : 74 € (France) 92 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Jean-Philippe Cotis
Rédacteur en chef :
Gilles Rotman
Rédacteurs :
L. Bellin, A.-C. Morin,
C. Perrel, C. Pfister
Maquette : S. Laterza
Code Sage IP091236
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2009



INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES